

## COMMUNIQUE COMMUN

### **NON AUX VIOLENCES POLICIERES DEVANT LE LYCEE HELENE BOUCHER (Paris 20e)**

Depuis quelques semaines et le début des mouvements sociaux actuels, les lycéens du lycée-collège Hélène BOUCHER à Paris 20 ème organisent des « barrages filtrants » à l'entrée de leur établissement.

La direction du lycée organise une forte répression contre les élèves bloqueurs : prise en photo, sanctions disciplinaires, appel systématique aux forces de police....

De ce fait, une escalade de la violence lors de ces interventions policières a été constatée par les enseignants et les parents d'élèves.

Le vendredi 17 janvier 2020, de 8 h à 8 h30, une intervention policière particulièrement musclée s'est déroulée devant la porte d'entrée du lycée. Les policiers ont voulu déloger de force les lycéens assis sur les poubelles et ils ont fait usage de violences et de jets de gaz lacrymogène à courte distance.

Ces faits, attestés par les lycéens présents, sont en effet visibles sur les nombreuses vidéos qui circulent sur les réseaux sociaux. Selon des témoignages recueillis, une jeune fille a reçu un jet de gaz lacrymogène quasiment à bout portant et un jeune homme a reçu des coups.

Il est révoltant qu'un tel climat de violence soit entretenu devant un lycée, ce qui ne conduit qu'à exacerber les tensions et n'a aucun effet pédagogique sur les élèves.

La législation en vigueur dans notre pays impose que l'intervention des forces de l'ordre soit proportionnée et maîtrisée. Alors que les témoignages de violences policières se multiplient désormais après chaque manifestation sur la voie publique, le maximum de retenue de la part des forces de police se trouvant face à de jeunes lycéens, qu'ils soient mineurs ou majeurs, est impératif.

Nous attirons l'attention du rectorat de Paris, de la direction du lycée, du corps enseignant, des parents d'élèves, et des élèves sur les risques encourus par l'appel systématique à la police dans le contexte actuel d'escalade de la répression policière.

Les associations, collectifs et citoyens signataires de ce communiqué resteront vigilants pour qu'aucune violence policière ne soit commise à l'encontre des jeunes lycéens.

Paris, le 18 janvier 2020

Signataires :

LDH Paris 20e, ATTAC 19-20, LDH Paris 12e, ATTAC 12e, UL20 FCPE, FASTI, UL CGT 12<sup>e</sup>